



Être bien entouré, ça change tout !

AUDIT & COMMISSARIAT AUX COMPTES

ALTONEO AUDIT

15 rue des Bordagers Changé - CS 92107 - 53063 LAVAL Cedex 9

Tél. 02 43 53 81 61

Capital de 260 665 € - 499 885 333 RCS LAVAL

N° TVA intracommunautaire : FR 24 499 885 333

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA MAYENNE

SIREN : 786 257 592

26 Rue des Docteurs Calmette et Guérin

BP 1009

53010 LAVAL CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024



UNION DEPARTEMENTALE
DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA MAYENNE
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Départementale des Associations Familiales de la Mayenne, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui,



selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons été conduits à :

- vérifier la comptabilisation des notifications des subventions applicables au titre de l'exercice,
- nous assurer que les subventions affectées étaient utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard,
- nous assurer, à la clôture de l'exercice, que les ressources non utilisées dans leur intégralité faisaient l'objet d'une comptabilisation en excédent à utiliser sur l'exercice suivant.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes



ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Laval, le 06 mai 2025

Le Commissaire aux comptes,


ALTONEO AUDIT

DocuSigned by:

3456A227403B403...

David COCHERY,

Associé

<div>altoneo Être bien entouré, ça change tout ! ACTIF</div>	Arrêté au 31/12/2024 Durée 12 mois			31/12/2023 12 mois
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé Immobilisations Incorporelles Frais d'établissement Frais de recherche et développement Donations temporaires d'usufruits Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs Autres Immobilisations incorporelles Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes Immobilisations Corporelles Terrains Constructions Autres immobilisations corporelles Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés Immobilisations Financières Autres titres Immobilisés Autres TOTAL I				
	46 076,97	-8 869,82	37 207,15	39 511,00
	66 241,78	-64 322,89	1 918,89	2 639,54
	116 237,62	-11 363,47	104 874,15	106 176,21
	1 115 461,05	-772 655,58	342 805,47	378 632,95
	424 161,82	-306 987,12	117 174,70	166 683,10
Comptes de Liaison Comptes de Liaison TOTAL II				
Actif Circulant Stocks et en cours Avances et acomptes versés sur commandes Avances et acomptes versés sur commandes Créances Créances redevables usagers et comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres Valeurs mobilières de placement Valeurs mobilières de placement Instruments de trésorerie Instruments de trésorerie Disponibilités Disponibilités Charges constatées d'avance Charges constatées d'avance TOTAL III				
	331,44		331,44	1 122,00
	-965,46		-965,46	51 548,24
	299 672,87		299 672,87	194 692,92
	1 127 732,43		1 127 732,43	917 020,68
Frais d'émission des emprunts Frais d'émission des emprunts TOTAL IV				
Prime de remboursement des emprunts Primes de remboursement des emprunts TOTAL V				
Ecart de conversion Actif Ecarts de conversion Actif TOTAL VI				
TOTAL GENERAL		4 300 992,90	-1 164 198,88	3 136 794,02
				3 100 046,30

Arrêté au 31/12/2024		31/12/2023
Durée 12 mois		12 mois
<div><div><div>altoneo</div><div>Passif</div></div><div>Être bien entouré, ça change tout !</div><div>Fonds propres</div><div>Fonds propres sans droit de reprise</div><div>Fonds propres avec droit de reprise</div><div>Fonds propres complémentaires</div><div>Ecart de réévaluation</div><div>Réserves</div><div>Réserves statutaires ou contractuelles</div><div>Réserves pour projet de l'entité</div><div>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</div><div>Report à nouveau</div><div>Report à nouveau</div><div>dont report à nouveaux des activité sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</div><div>Excédent ou déficit de l'exercice</div><div>Excédent ou déficit de l'exercice</div><div>dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales</div><div>Situation nette (sous-total)</div><div>Situation nette (sous-total)</div><div>Fonds propres consommables</div><div>Subventions d'investissement</div><div>Subventions d'investissement</div><div>Provisions réglementées</div><div>Provisions réglementées</div></div>		
<div>Fonds reportés et dédié</div> <div>Fonds reportés liés aux legs et donatior</div> <div>Fonds reportés liés aux legs et donatior</div> <div>Fonds dédiés</div> <div>Fonds dédiés</div>		
<div>Comptes de Liaison</div> <div>Comptes de Liaison</div>		
<div>Provisions</div> <div>Provisions pour risques</div> <div>Provisions pour charges</div>		
<div>Dettes</div> <div>Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatif</div> <div>Emprunts et dettes auprès des établissements de créd</div> <div>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</div> <div>Emprunts et dettes financières diverses</div> <div>Emprunts et dettes financières diverses</div> <div>Avances et acomptes sur commandes</div> <div>Avances et acomptes sur commandes</div> <div>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</div> <div>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</div> <div>Dettes des legs ou donations</div> <div>Dettes des legs ou donations</div> <div>Dettes fiscales et sociales</div> <div>Dettes fiscales et sociales</div> <div>Dettes sur immobilisations, comptes rattachés</div> <div>Autres dettes (d'exploitation)</div> <div>Autres dettes (d'exploitation)</div> <div>Instruments de trésorerie</div> <div>Instruments de trésorerie</div> <div>Produits constatés d'avance</div>		
<div>Ecarts de conversion Passif</div> <div>Ecarts de conversion Passif</div>		
TOTAL GENERAL		



Être bien entouré, ça change tout !	Arrêté au :		31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation								
Cotisations								
Ventes de biens								
dont ventes de biens en nature								
Ventes de services	233 013,27	6,33	718 094,68	23,06	-485 081,41	-67,55		
dont parrainages								
dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-soc.								
dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-soc								
Ventes de biens et services	233 013,27	6,33	718 094,68	23,06	-485 081,41	-67,55		
Concours publics et subvt ^o exploitation	3 679 218,43	100,00	3 114 295,47	100,00	564 922,96	18,14		
Subventions d'exploitation	528 907,95	14,38	502 511,11	16,14	26 396,84	5,25		
dont contributions financières autorités tarifications								
Versements fondateurs ou consommation dotation consommptible								
. Dons manuels								
. Mécénats								
. Legs, donations et assurances-vie								
Ressources liées à la générosité du public								
Contributions financières	4 844,95	0,13	5 061,90	0,16	-216,95	-4,29		
Produits de tiers financeurs	4 212 971,33	114,51	3 621 868,48	116,30	591 102,85	16,32		
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	6 830,93	0,19	52 116,23	1,67	-45 285,30	-86,89		
Utilisations des fonds dédiés	11 159,28	0,30	2 813,23	0,09	8 346,05	296,67		
Autres produits	947,32	0,03	171,76	0,01	775,56	451,54		
dont complément de rémunération TH								
dont quote-part de résultat sur opérations en commun								
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	4 464 922,13	121,36	4 395 064,38	141,13	69 857,75	1,59		
Charges d'exploitation								
Achats de marchandises								
Variation de stocks								
Autres achats et charges externes	608 470,54	16,54	490 963,84	15,76	117 506,70	23,93		
Impôts, taxes et versements assimilés	293 605,94	7,98	281 530,62	9,04	12 075,32	4,29		
Salaires et traitements	2 389 014,26	64,93	2 340 964,25	75,17	48 050,01	2,05		
Charges sociales	925 218,84	25,15	834 449,21	26,79	90 769,63	10,88		
Dotations aux amortissements	107 354,32	2,92	93 328,23	3,00	14 026,09	15,03		
Autres charges	1 744,68	0,05	58 090,46	1,87	-56 345,78	-97,00		
Dotations aux provisions	59 551,00	1,62	69 691,56	2,24	-10 140,56	-14,55		
Report en fonds dédiés								
Aides financières	20 130,54	0,55	19 065,78	0,61	1 064,76	5,58		
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	4 405 090,12	119,73	4 188 083,95	134,48	217 006,17	5,18		
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	59 832,01	1,63	206 980,43	6,65	-147 148,42	-71,09		
Produits financiers								
Produits financiers de participations								
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	22 578,24	0,61	11 914,83	0,38	10 663,41	89,50		
Autres intérêts et produits assimilés	12 503,63	0,34	5 586,54	0,18	6 917,09	123,82		
Reprises/provisions et transfert de char	16 495,20	0,45			16 495,20			
Différences positives de change								
Produits net/cession des V.M.P								
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	51 577,07	1,40	17 501,37	0,56	34 075,70	194,70		
Charges financières								
Dotations amort., dépréciations et provisions			16 495,20	0,53	-16 495,20	-100,00		
Intérêts et charges assimilées	1 671,89	0,05	1 184,29	0,04	487,60	41,17		
Différences négatives de change								
Charges nettes/cessions des V.M.P.								
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	1 671,89	0,05	17 679,49	0,57	-16 007,60	-90,54		
RESULTATS FINANCIERS	49 905,18	1,36	-178,12	-0,01	50 083,30			
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	109 737,19	2,98	206 802,31	6,64	-97 065,12	-46,94		
Produits exceptionnels								
Sur opération de gestion	402,22	0,01	47 015,50	1,51	-46 613,28	-99,14		
Sur opération en capital	16 453,72	0,45	17 355,72	0,56	-902,00	-5,20		
Reprises/provisions et transfert de char	10 951,75	0,30	90 264,81	2,90	-79 313,06	-87,87		
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	27 807,69	0,76	154 636,03	4,97	-126 828,34	-82,02		
Charges exceptionnelles								
Sur opération de gestion	40,00	0,00	2 543,80	0,08	-2 503,80	-98,43		
Sur opération en capital			5 000,00	0,16	-5 000,00	-100,00		
Dotation aux amortissements et aux prov.			41 414,95	1,33	-41 414,95	-100,00		
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	40,00	0,00	48 958,75	1,57	-48 918,75	-99,92		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	27 767,69	0,75	105 677,28	3,39	-77 909,59	-73,72		

31/12/2024

31/12/2023

Variation

Montant

%

Montant

%

Montant

%

dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée



Être bien entouré, ça change tout !		Arrêté au :		31/12/2024		31/12/2023		Variation	
				Montant	%	Montant	%	Montant	%

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Contributions Produits						
Dons en nature						
Prestation en nature						
Bénévolat	95 526,77	2,60	87 085,92	2,80	8 440,85	9,69
CONTRIBUTIONS PRODUITS	95 526,77	2,60	87 085,92	2,80	8 440,85	9,69
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services						
Prestations en nature						
Personnel bénévole	95 526,77	2,60	87 085,92	2,80	8 440,85	9,69
CONTRIBUTIONS CHARGES	95 526,77	2,60	87 085,92	2,80	8 440,85	9,69

TOU



Être bien entouré, ça change tout !

Liste des structures



Être bien entouré, ça change tout !



Annexe des comptes clos le 31 décembre 2024

Table des matières

A - PRESENTATION :	4
B - REGLES ET METHODES COMPTABLES :	6
1) Immobilisations :	6
2) Créances :	7
3) Avoirs des Majeurs Protégés :	7
4) Opérations faites pour le compte de tiers :	7
5) Informations à caractère fiscal :	7
C - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE :	7
1) Les conventions :	7
2) Résultats sous contrôle financeurs :	9
3) Litiges :	10
4) Risques :	10
D - FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE :	10
E - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :	10
1) Les agréments de l'Association :	10
2) Affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2023 :	12
3) Tableau de variation des fonds associatifs (€) :	13
4) Détail des fonds associatifs par service (€) :	14
5) Tableau explicatif du report à nouveau (€) :	14
6) Tableau explicatif du résultat sous contrôle tiers financeurs (€) :	15
7) Fonds dédiés :	15
8) Indemnité de départ en retraite :	16
9) Provision pour congés payés :	16
10) Disponibilités et divers :	16
11) Produits à recevoir :	17
12) Charges à payer :	18
13) Produits constatés d'avance :	18
14) Charges constatées d'avance :	18
15) Effectif :	19
16) Etat des rémunérations des trois plus hauts cadres, dirigeants, bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature :	19
17) Honoraires du Commissaire aux Comptes :	19
18) Evaluation interne et externe :	19
19) Compte de résultat par service :	20
20) Proposition d'affectation du résultat 2024 par service :	21
21) Engagements :	21



Être bien entouré, ça change tout !

22)	Locations mobilières :	22
23)	Bénévolat : contributions volontaires en nature :	22
24)	Concours publics	23

Tableau Complémentaires :

Etat des immobilisations, amortissements, provisions, créances et dettes

<p>ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024</p>

Le total du bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 est de 3 136 794.02 Euros. Le compte de résultat de l'exercice présente un excédent de 132 696.88 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024 par le Conseil d'Administration de l'Association. Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et de résultat de l'Association.

A - PRESENTATION :

L'UDAF de la Mayenne est une Association Loi 1901 qui relève du Code de l'Action Sociale et des Familles.

L'article L211-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles stipule :

« L'union Nationale et les unions départementales et locales sont constituées sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901, sous réserve des dérogations résultant du présent chapitre.

Chaque Union établit ses statuts et un règlement intérieur.

Les statuts et le règlement intérieur sont soumis, pour les unions locales, à l'agrément de l'union départementale, pour les unions départementales, à l'agrément de l'Union Nationale, pour l'Union Nationale, à l'agrément du Ministre chargé de la Famille.

*L'Union Nationale et les unions départementales et les localités d'associations familiales jouissent de plein droit de la capacité juridique, **des Associations reconnues comme établissements d'utilité publique lorsqu'elles ont obtenu l'agrément prévu au troisième alinéa.***

***Elles bénéficient également des divers avantages fiscaux accordés aux établissements d'utilité publique ayant pour objet l'assistance et la bienfaisance.** Elles peuvent posséder tous biens meubles ou immeubles utiles au fonctionnement de leurs services, œuvres ou institutions. ».*

Conformément à l'article L211-7 de Code de l'Action Sociale et des Familles, les statuts de l'UDAF de la Mayenne sont agréés par l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales). Par cet agrément, l'Association UDAF de la Mayenne jouit de plein droit de la reconnaissance d'établissement d'utilité publique.

Objet Social (Statuts – mis à jour par AGE le 08/11/2018+ mis à jour de nouveau par l'AGE du 09/06/2022+ mis à jour par l'AGE du 06/06/2024)

L'UDAF a pour objet, sur le plan départemental :

1° - Conformément aux dispositions de l'article L. 211-3 du code de l'action sociale et des familles, de :

« a) donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ; »

« b) représenter officiellement auprès des pouvoirs publics, l'ensemble des familles, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils et assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune ; »

« c) gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge ; »

« d) exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L. 421-1 du code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code

pénal. »

2° - de donner à l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui adresser spontanément toutes suggestions dont l'examen lui paraîtra opportun ;

3° - d'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles, (y compris en leur qualité d'usagères et consommatrices de biens et services) ;

4° de mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leur mission ;

5° - de faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial, sans constituer une association familiale au sens de l'article L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles, n'en exercent pas moins une activité utile aux familles ;

6° - de gérer tout service que le développement des services collectifs pourra initier ;

7° - d'agir dans tous les domaines de la vie des familles, et notamment, l'enfance et la jeunesse, l'habitat, l'emploi, l'éducation, la protection sociale, l'environnement, la santé, la consommation, l'économie, l'autonomie et la dépendance, le handicap, le développement durable, les médias et les usages numériques.

L'UDAF peut provoquer, à l'intérieur du département, la constitution d'unions locales d'associations familiales, selon les dispositions de l'article L. 211-6 du code de l'action sociale et des familles.

Nature et périmètre des activités

L'UDAF de la Mayenne a pour mission de représenter et soutenir les familles mayennaises. Elle compte 106 associations adhérentes et siège au sein des instances publiques.

L'UDAF accompagne les vulnérabilités au travers de l'exercice de mesures de protection, déléguées par l'Etat ou en partenariat conventionnel départemental.

L'association offre également de nombreux services visant à accompagner les familles dans leur difficultés (médiation familiale, soutien en matière de logement, accompagnement budgétaire, échanges autour de la parentalité).

Moyens mis en œuvre

L'UDAF de la Mayenne compte 73 salariés œuvrant au service des familles, parmi lesquels des mandataires judiciaires, chargés de mission et médiatrices familiales, travailleurs sociaux de terrain ; entourés d'agents administratifs.

L'action familiale est également portée par des bénévoles investis.

Les missions de l'UDAF sont mises en œuvre grâce à des financements publics essentiellement (dotation globale de financement pour les services MJPM et MJAGBF en gestion contrôlée et subventions pour les autres services de l'association).

B - REGLES ET METHODES COMPTABLES :

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, et en tenant compte des hypothèses de base suivantes :

- La continuité de l'exploitation ;
- La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- L'indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

En raison des spécificités de l'activité et des services de l'Association (Action Familiale, Médiation Familiale, Médiation Locative, Mesures de protection et d'accompagnement), des contraintes de présentation des comptes donnent lieu à certains aménagements des méthodes comptables appliquées. Les comptes annuels sont ainsi arrêtés en tenant compte des dispositions réglementaires et avis suivants :

- Le plan comptable général
- Code de l'Action Sociale et de Familles
- Règlement ANC 2014-03 du 05/06/2014
- Règlement ANC n°2018-06 du 05/12/2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Règlement ANC n°2019-04 du 08/11/2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif

1) Immobilisations :

La méthode prospective, dite méthode simplifiée, a été adoptée par l'Association. Cette méthode ne retrace pas les immobilisations totalement amorties et n'a pas d'incidence sur les fonds propres.

Les constructions ont été éclatées en 3 composants :

- 1- Gros-œuvre : 50 % - amortissement sur 38 ans
- 2- Installations générales techniques : 20 % - amortissement sur 20 ans
- 3- Agencements : 30 % - amortissement sur 15 ans

La différence constatée entre la durée d'usage et la durée d'utilisation est comptabilisée au résultat exceptionnel. Le retraitement des actifs de l'Association génère sur l'exercice une reprise nette d'amortissement dérogatoire d'un montant de 10 265 euros.

Les règlements comptables référencés CRC 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et CRC 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs n'ont pas eu d'incidence sur les durées d'amortissements des autres immobilisations. Ces dernières sont amorties de la façon suivante :

- | | |
|------------------------------------|------------------------|
| - Logiciels : | Linéaire de 1 à 5 ans |
| - Aménagement de terrain : | Linéaire 30 ans |
| - Agencements installations : | Linéaire de 3 à 15 ans |
| - Matériel de transport : | Linéaire 5 ans |
| - Matériel informatique : | Linéaire 3 à 7 ans |
| - Matériel et mobilier de bureau : | Linéaire 3 à 10 ans |

2) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3) Avoirs des Majeurs Protégés :

Les avoirs des Majeurs Protégés ne sont pas intégrés dans les comptes de l'Association, chacun d'eux disposant d'un compte bancaire à son nom.

4) Opérations faites pour le compte de tiers :

Les opérations traitées par l'Association pour le compte de tiers en qualité de mandataire sont comptabilisées dans un compte de tiers. Seule la rémunération de l'Association est comptabilisée dans le résultat.

Les opérations traitées, pour le compte de tiers, au nom de l'Association, sont inscrites selon leur nature dans les charges et les produits de l'Association.

5) Informations à caractère fiscal :

a) A l'exception de certains produits financiers, l'Association est exonérée des impôts commerciaux compte tenu de ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.

b) L'UDAF de la Mayenne est inscrite sur la liste préfectorale prévue à l'article L471-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles. En conséquence, conformément à l'article 261 du Code général des Impôts, les prestations de services réalisées pour l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs sont exonérées de TVA.

c) Pour ses autres services, l'Association est également exonérée de TVA, car elle remplit l'ensemble des critères de non-lucrativité.

C - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE :

1) Les conventions :

- **Conventions d'objectifs UNAF**

L'UDAF de la Mayenne a signé une convention pluriannuelle dite « Convention d'objectifs 2022-2026 » avec l'UNAF pour les services de l'action familiale c'est-à-dire qu'elle ne concerne pas les 2 services en gestion contrôlée (Majeurs Protégés et MJAGBF)

Les actions conventionnelles entrant dans la convention d'objectifs contribuent à la réalisation des missions générales décrites à l'article L.211-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Les trois actions proposées par l'UDAF de la Mayenne sont les suivantes :

- Action 1 : Accompagner la structuration et le développement de lieux de soutien à la

parentalité

- Action 2 : Partager la lecture
- Action 3 : Accompagnement budgétaire

Le montant du budget global alloué pour l'année 2024 s'élève à 49 762.01 € à percevoir du Fonds spécial.

La dotation prévisionnelle 2022-2026 est fixée à la somme de 241 766.71€ financée par le Fonds spécial.

- **Convention partenariale pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP)**

L'UDAF de la Mayenne a signé, en 2023, le renouvellement de la convention partenariale avec le Conseil Départemental de la Mayenne pour la mise en œuvre des Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP) pour une durée de 3 ans, cette convention prenant effet au 1^{er} janvier 2023.

Conditions financières :

Concernant les MASP de niveau 1 (qui consistent en un accompagnement social sans perception des prestations), et les MASP de niveau 2 totales ou partielles (qui consistent en un accompagnement social avec la perception et la gestion des prestations) :

Le Conseil départemental fixe une somme forfaitaire mensuelle de 230 € par mesure déléguée à l'UDAF de la Mayenne avec un maximum de 371 mois mesure/an soit une subvention annuelle d'un montant maximum de 85 500€.

- **Convention partenariale pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL)**

L'UDAF de la Mayenne a signé le 13 janvier 2022, une convention partenariale avec le Conseil Départemental de la Mayenne pour la mise en œuvre de mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL) destinées aux primo-locataires.

Il s'agit d'une convention triennale (2022-2024) prenant effet au 1^{er} janvier 2022.

Pour l'année 2024, le coût d'un mois/mesure est fixé à 170.00€. La subvention annuelle allouée s'élève à un montant maximal de 51 000€.

- **Convention partenariale pour la mise en œuvre du dispositif d'information et de soutien aux tuteurs familiaux (ATF)**

L'UDAF de la Mayenne a signé le 20 juin 2024, une convention triennale, avec la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) de la Mayenne, visant à informer à soutenir les tuteurs familiaux

La convention fixe la contribution financière de l'Administration à 77 160€ au titre de la durée de la convention, soit 25 720€ pour l'année 2024.

- **Convention partenariale pour la labellisation des points conseil budget (PCB)**

1/ L'UDAF de la Mayenne a signé le 2 août 2022, une convention, avec la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de la Mayenne, dans le cadre de la labellisation des PCB

Il s'agit d'une convention triennale (2022-2024) prenant effet au 1^{er} janvier 2022.

L'avenant n°1, signé le 14 juin 2023, fixe la contribution financière de l'Administration à 16 854€ au titre de l'année 2024.

2/ L'UDAF de la Mayenne a signé le 17 juin 2024, une convention, avec la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de la Mayenne, dans le cadre de la labellisation des PCB Coevrons.

Il s'agit d'une convention triennale (2024-2026) prenant effet au 1^{er} janvier 2024.

La contribution financière de l'Administration est fixée à 16 854€ au titre de l'année 2024.

- **Convention d'objectifs et de financement CAF – Prestation de service Médiation familiale**

L'UDAF de la Mayenne a signé le 27 juin 2024, une convention, avec la CAF de la Mayenne, dans le cadre de la médiation familiale.

Il s'agit d'une convention triennale (2024-2027) prenant effet au 1^{er} janvier 2024.

La CAF contribue à hauteur de 75% des frais de fonctionnement du service, déduction faite des participations familiales et dans la limite d'un prix plafond déterminé par la CNAF.

- **Convention annuelle d'objectifs Justice – Service Médiation familiale**

La convention d'objectifs du service de médiation familiale est signée annuellement avec le ministère de la Justice par le biais de la Cour d'appel d'Angers.

Un renouvellement au titre de l'année 2024 a été conclu et porte la contribution financière à 18 448€.

Suivie d'un crédit complémentaire pour 2024, pour un montant de 3 001€.

2) Résultats sous contrôle financeurs :

Les activités des services des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs (MJPM) et des Mesures Judiciaires d'Aide à la Gestion Familiale (MJAGBF) font obligatoirement l'objet d'un examen annuel par l'autorité de tarification. Il appartient également à cette autorité d'affecter le résultat de ces services.

A la date de l'établissement des comptes annuels 2024, les examens des comptes administratifs de l'exercice 2023 ne nous sont pas parvenus. Les résultats 2023 de ces deux services sont comptabilisés dans le compte « **report à nouveau – dont report à nouveaux des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée** ».

Les résultats de ces 2 services pour 2022, affectés en « résultat sous contrôle des tiers financeurs » au 31 décembre 2023 ont été affectés conformément à la décision des autorités de tarification reçue sur l'exercice 2024, soit :



Être bien entouré, ça change tout !

- Le résultat administratif du service MJAGBF, d'un montant de 28 967.69€, a été affecté pour 18 675.47€ en réserves de compensation des déficits, 10 292.22 en réserves d'investissement.
- Le résultat administratif du service MJPM, pour un montant de 54 215.32€ a été affecté, pour 44 613.79€, en réserves d'investissement et 9 601.53€ en réserves de trésorerie.

3) Litiges :

Une provision pour risques de 41 414.95 € a été constatée à la clôture de l'exercice 2023 pour faire face à un litige entre l'UDAF de la Mayenne et un majeur protégé. Il est toujours en cours au 31.12.24.

4) Risques :

A l'exception des provisions relatives aux départs en retraite et à la médaille du travail, aucun évènement n'a nécessité la comptabilisation d'une provision pour risques au 31 décembre 2024.

D - FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE :

Arrêt du service de Médiation Locative au 31/12/24.

Arrêt du service ASLL – département au 31/12/24

E - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

1) Les agréments de l'Association

Agréments des services MJPM et MJAGBF :

a) Deux arrêtés en date du 17 octobre 2010 autorisent l'UDAF de la Mayenne à exercer :

- un service MJAGBF (Mesure Judiciaire d'Aide à la Gestion du Budget Familial) ;
- un service MJPM (Mesure Judiciaire à la Protection des Majeurs).

La mise en œuvre de ces autorisations était subordonnée au résultat d'une visite de conformité mentionnée à l'article L.316-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 et D.313- 14 du même Code.

La visite de conformité de ces deux services s'est déroulée le 15 décembre 2010 ; Le service de protection juridique des Majeurs ainsi que le service d'aide à la gestion du budget familial sont organisés conformément aux caractéristiques de l'autorisation accordée et respectent les conditions techniques d'organisation et de fonctionnement mentionnées à l'article L.313-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Les validités de ces agréments ont une durée de 15 ans à compter du 17 octobre 2010.

b) Ces deux arrêtés du 17 octobre 2010 sont complétés par des arrêtés annuels fixant la liste des personnes et services habilités pour être désignés au titre des articles L.471-1 et L.471-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles en qualité de :

- Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs par les Juges des Tutelles sur la liste des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs pour le département de la Mayenne,
- Mandataire Judiciaire Délégué aux Prestations Familiales pour le département de la Mayenne. L'UDAF de la Mayenne est désignée en qualité de :
- Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs par les Juges des Tutelles pour exercer :
 - Des mesures de protection juridique des Majeurs au titre de la Tutelle, de la Curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la Sauvegarde de Justice,
 - Des mesures de protection au titre de la Tutelle aux prestations sociales versées aux adultes ou de la mesure d'accompagnement judiciaire,
- Mandataire Judiciaire Délégué aux prestations familiales.

Agréments des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées :

L'exercice des activités du service « Logement » et des représentations auprès des instances du logement, est conditionné par l'obtention d'agréments dont les modalités de délivrance ont été fixées par décret n° 2009-1684 du 30/12/2009. Ces agréments sont devenus obligatoires à compter du 1^{er} janvier 2011.

Par deux arrêtés en date du 22 décembre 2010, l'UDAF de la Mayenne a reçu deux agréments :

a) L'agrément « Ingénierie sociale, financière et technique » prévu à l'article L.365-3 du code de la construction et de l'habitation pour les activités suivantes :

- d'accueil, de conseils, d'assistance pour l'amélioration ou l'adaptation de l'habitat conduite en faveur des personnes défavorisées,
- accompagnement social des personnes pour favoriser leur accès ou leur maintien dans le logement,
- assistance des requérants dans les procédures du droit au logement opposable devant les commissions de médiation ou les tribunaux administratifs,
- recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées,
- participation aux réunions des commissions d'attributions des organismes d'habitations à loyer modéré.

b) L'agrément « Intermédiation locative et de gestion locative » prévu à l'article L.365-4 du Code de la construction et de l'habitation pour les activités suivantes :

- location de logements en vue de leur sous-location auprès d'un organisme agréé pour son activité de maîtrise d'ouvrage ou d'un organisme HLM,
- location de logements en vue de leur sous-location auprès de bailleurs autres que des organismes HLM.

Les validités de ces agréments ont une durée de 5 ans.

Par un arrêté en date du 13 janvier 2021, ces agréments sont reconduits pour une nouvelle période de 5 ans.

Agrément association de consommateurs :

L'UNAF et les UDAF sont reconnues comme des Associations de consommateurs depuis 1988.
L'UDAF de la Mayenne bénéficie de cet agrément.

Agrément au titre de la formation professionnelle :

L'Association est agréée au titre de la formation professionnelle continue depuis 2005.

Agrément Education Nationale :

Par arrêté du ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative, en date du 25 octobre 2017, l'UNAF et les UDAF sont considérées comme
« Associations éducatives complémentaires de l'enseignement public » (article D.551-1 du code de l'éducation), c'est-à-dire apportant leur concours à l'enseignement public pour :

- des interventions pendant le temps scolaire en appui aux activités d'enseignement conduites par les Etablissements
- L'organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire
- La contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative

La validité de l'agrément est de 5 ans et a été renouvelé en date du 11 juillet 2023.

Agrément Régional Agence Régionale de Santé :

Par arrêté du 21 décembre 2012, l'UDAF de la Mayenne est agréée au niveau de la Région Pays de la Loire pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique, pour une période de 5 ans.

Cet agrément a été renouvelé en date en septembre 2022

2) Affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2023

L'excédent de l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'élevait globalement à 309 624.59 euros.
Ce résultat (€) est divisé en 7 services gérés par l'Association :

Services	Résultat Comptables 2023	Réserve d'investissement	Report à nouveau	Résultat sous contrôle financeurs (*)
Action familiale	43 768.21		43 768.21	
Médiation familiale	7 902.16		7 902.16	
Majeurs protégés (*)	187 851.05			187 851.05
MJAGBF (*) (**)	51 777.72			51 777.72
MASP (***)	11 722.17	5 500.00	6 222.17	
Logement	6 603.28		6 603.28	
Totaux	309 624.59	5 500.00	64 495.82	239 628.77



Être bien entouré, ça change tout !

(*) Les services des Majeurs Protégés et MJAGBF sont sous contrôle de financeurs. Il appartient également à l'autorité de tarification d'affecter le résultat de ces services. A la date d'établissement des comptes annuels 2024, les examens des comptes administratifs ne nous sont pas parvenus. Dans l'attente, les résultats 2023 de ces deux services sont comptabilisés dans le compte « **report à nouveau – dont report à nouveaux des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée** ».

(**) Mesure d'Aide Judiciaire à la Gestion du Budget Familial

(***) Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé

3) Tableau de variation des fonds associatifs (€) :

	Solde au 31/12/2023	Affectation du résultat	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Solde au 31/12/2024
Fonds associatif sans droit de reprise (1)	0				0
Fonds associatif avec droit de reprise	7 101.16				7 101.16
Réserves statutaires	77 293.25				77 293.25
Autres réserves	1 089 514.45	88 683.01			1 178 197.46
Report à nouveau	137 671.47	220 941.58			358 613.05
Excédent ou déficit de l'exercice	309 624.59	309 624.59	132 696..88		132 696.88
Situation nette	1 621 204.92		132 696.88		1 753 901.80
Subventions d'investissement (1)	100 603.09			2 953.72	97 649.37
Provisions réglementées (2)	10 951.75			10951.75	0
Fonds Propres	1 732 759.76		132 696.88	13 905.47	1 851 551.17

(1) Le montant des subventions octroyées lors de la construction des locaux en 1994 est soldé des comptes de fonds associatifs sans droit de reprise, suite à leur suppression par le règlement ANC 2018-06. Lesdites subventions sont transférées au compte des subventions d'investissement et suivent le mécanisme de reprise associé.

(2) Le solde de la provision pour renouvellement des immobilisations au 31/12/2019 a été transféré en fonds dédiés et sort ainsi des fonds propres du passif du bilan au 31/12/2020.

4) Détail des fonds associatifs par service (€)

Détail des postes	Fonds associatifs sous « gestion contrôlée »		Fonds associatifs de la « gestion propre » de l'association			
	MJAGBF	Majeurs Protégés	Médiation Familiale	Logement	Action Familiale	MASP
Réserves statutaires					77 293.25	
Autres Réserves	116 941.04	928 550.01			118 629.10	14 077.31
Fonds associatifs avec droit de reprise				7 101.16		
Report à nouveau	- 38 434.08	107 262.68	-23 120.05	-73 251.08	343 002.85	43 152.73
Résultat exercice	2 917.72	67 539.40	7 855.92	8 654.29	45 811.62	-82.07
Subventions d'investissement					97 649.37	
Provisions réglementées					0	
Totaux	81 424.68	1 103 352.09	-15 264.13	-57 495.63	682 386.19	57 147.97

5) Tableau explicatif du report à nouveau (€) :

Détail des postes	Report à nouveau sous contrôle des financeurs		Report à nouveau définitivement acquis par l'association				Tous services
	MJAGBF	Majeurs Protégés	Médiation Familiale	Logement	Action Familiale	MASP	
Résultat sous contrôle des financeurs	51 777.72	187 851.05					239 628.77
Report à nouveau congés payés	2 822.30	-80 935.67					-78 113.37
Dépenses refusées par autorités	-4 123.98	-25 977.58					-30 101.56
Autres	-88 910.12	26 324.88	-23 120.05	-73 251.08	343 002.85	43 152.73	227 199.21
Totaux	-38 434.08	107 262.68	-23 120.05	-73 251.08	343 002.85	43 152.73	358 613.05
Totaux	68 828.60		289 784.45				358 613.05

6) Tableau explicatif du résultat sous contrôle tiers financeurs (€) :

Détail des postes	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	MJAGBF	Majeurs Protégés	Total
Résultat sous contrôle des financeurs (compte 115000) = Résultat 2023 en attente d'affectation	51 777.72	187 851.05	239 628.77
Reprise des déficits d'exploitation (115190)	0	0	0
RAN prise en compte différée – Congés payés (115922)	2 822.30	-80 935.67	-78 113.37
Totaux	54 600.02	106 915.38	161 515.40

7) Fonds dédiés :

Variation des fonds dédiés issus de	Au 31/12/2023	Reports	Utilisations		dotations	Au 31/12/2024	
			Montant Global	Dont Remboursements		Montant global	Dont sans dépenses depuis 2ans
Provision bâtiment 2011	47 976.05		2 159.28			45 816.77	
CNR MJPM – Evaluation externe	9 000		9000			0	
Fonds dédiés	56 976.05		11 159.28			45 816.77	

A la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée est inscrite en charges en « engagements à réaliser en ressources affectées » et au passif du bilan en « fonds dédiés ». Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

Pour l'exercice, les mouvements des fonds dédiés sont les suivants :

- a) Dans le cadre de la réforme de l'autorité des normes comptables, les provisions pour renouvellement des immobilisations sont supprimées et doivent désormais intégrer le mécanisme des fonds dédiés.
Une provision constituée sur l'exercice 2011, pour un montant de 99 097 euros, correspondant à des travaux de rénovation futurs de l'immeuble, et initialement comptabilisée en provision pour renouvellement des immobilisations, a ainsi fait l'objet d'un reclassement en fonds dédiés.
A la clôture, 45 816.77€ restent comptabilisés en fonds dédiés.
- b) L'association a bénéficié, au titre de l'exercice 2021, d'un crédit non reconductible (CNR) de 4 000€ pour financer l'évaluation externe, puis d'un CNR de 5 000€ en 2022, utilisé au 31/12/24.

8) Indemnité de départ en retraite :

Des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite résultent de la convention collective applicable. L'Association ne verse pas de cotisations à un organisme extérieur pour se couvrir des charges futures.

Le montant des engagements « Retraite » pour l'exercice a été calculé d'après la convention collective de 1966, applicable au sein de l'Association depuis le 1^{er} janvier 2003, en remplacement de la convention de 1971. Pour calculer le montant des engagements, les hypothèses suivantes sont retenues :

Base : salariés présents au 31 décembre 2024 ayant au minimum une année d'ancienneté dans l'Association.

Age de départ en retraite : 64 ans

Montant de l'indemnité à l'âge de départ en retraite :

- a. Un mois de salaire, si le salarié totalise au moins 10 ans d'ancienneté au service de la même entreprise
- b. Trois mois de salaire, si le salarié totalise au moins 15 ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la présente convention
- c. Six mois de salaire, si le salarié totalise au moins 25 ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la présente convention.

Engagement d'indemnité de départ en retraite : Par simplification, étalement de l'indemnité sur le nombre d'années restant à courir jusqu'à 62 ans.

Départ en retraite : A l'initiative du salarié

Probabilité : Taux de rotation et moyenne d'espérance de vie selon la table TV88/90

Taux de charges sociales et fiscales : 47.27%

Taux d'actualisation : 3.38%

Les indemnités acquises, selon les hypothèses retenues, pour l'ensemble des salariés présents à la date de clôture de l'exercice s'élèvent à 415 973.95 euros. La totalité de cet engagement fait l'objet d'une provision dans les comptes clos au 31 décembre 2024.

9) Provision pour congés payés :

La provision pour congés payés est comptabilisée dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Le montant de la provision, charges sociales comprises, s'élève à 267 028.22 euros.

La variation comptabilisée sur l'exercice 2023 représente une charge de 3 878.26 euros.

10) Disponibilités et divers :

Trésorerie propre :

Le montant de la Trésorerie de l'Association s'élève à 2 178 189.70 € dont 62 862.43 € d'intérêts courus à recevoir.



Valeurs mobilières de placement :

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).
Les coûts des frais accessoires relatifs à l'acquisition de ces valeurs mobilières de placement n'ont pas été intégrés.

Comptes gérés des tiers :

Les comptes techniques MJAGBF et MP sont intégrés dans le bilan au 31 décembre 2024. Ils représentent un montant de 28 125.29 euros à cette date.

Pour les comptes individuels des personnes protégées, le montant des comptes gérés par l'UDAF 53 représente une somme globale de 72 millions d'euros.

11) Produits à recevoir :

Financeurs	Action Familiale	Médiation Familiale	MJPM	MJAGBF	MASP	Logement	Montants (€)
Conseil Départemental						1 100.00	1 100.00
CAF		29 391.71					29 391.71
FRAIS DE GESTION			37 550.35				37 550.35
UNAF	106 927.95						106 927.95
Montants (€)	106 927.95	29 397.71	37 550.35			1 100	174 970.01

12) Charges à payer :

Charges à payer	Montants (€)
Dettes fournisseurs, factures non parvenues :	24 937.85
- Honoraires Commissaire aux Comptes	10 749.06
- Affranchissement	4 714.00
- Téléphonie	3.53
- Electricité et gaz	1 594.06
- Eau	467.79
- Location photocopieurs	507.29
- Cotisation UNAF, URAF	5 852.45
- Entretien et réparations	406.72
- Assurance lgt	247.48
- Frais bancaires	395.47
Dettes fiscales et sociales :	277 294.22
- Provision Congés à payer	181 316.81
- Charges sociales sur provision congés à payer	62 554.14
- Charges fiscales sur provision congés à payer	23 157.27
Personnel, autres charges à payer	10 266.00
Total	302 232.07

13) Produits constatés d'avance :

Produits constatés d'avance	Montants (€)
Produits constatés d'avance :	0
-	
Total	0

14) Charges constatées d'avance :

Charges constatées d'avance	Montants (€)
Charges constatées d'avance :	
- Charges d'exploitation liées à la séparation des exercices	21 539.45
Total	21 539.45

15) Effectif :

L'effectif de l'Association employé à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2024 est de 70.52 ETP répartis selon le tableau suivant :

Personnel	Nombre ETP
Encadrement	8.12
Administratifs et généraux	33.80
Mandataires	28.60
Total	70.52

16) Etat des rémunérations des trois plus hauts cadres, dirigeants, bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature :

Personnes concernées	Montant
Administrateurs / Bénévoles	<p>Les trois plus hauts bénévoles sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Présidente de l'association, - Les Vice-Présidents <p>Les bénévoles de l'Association ne perçoivent aucune rémunération et aucun avantage en nature.</p>
Cadres dirigeants	<p>L'effectif des cadres dirigeants de l'Association est composé d'un cadre (le Directeur). Les cadres dirigeants dépendent hiérarchiquement des trois plus hauts bénévoles de l'Association.</p> <p>La rémunération du directeur est indiquée dans le rapport spécial du commissaire aux comptes.</p>

17) Honoraires du Commissaire aux Comptes :

Le montant des honoraires du Commissaire aux Comptes, comptabilisé en charge de l'exercice s'élève à 21 183.40 euros. Ce montant se décompose comme suit :

Honoraires comptabilisés	Montants
Au titre du contrôle légal des comptes	21 183.40 €
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L.822-11 du Code de commerce	0 €

18) Evaluation interne et externe

Une évaluation interne a été réalisée en 2020 conformément à la législation attachée aux établissements médico-sociaux qui prévoit qu'elle soit réalisée tous les 5 ans.

En 2023, le mode d'évaluation a été modifié : dorénavant elle est réalisée, tous les 5 ans, par un cabinet externe. L'évaluation a été réalisée en 2024.

19) Compte de résultat par service :

Informations sectorielles des résultats comptables par service, au titre de l'exercice 2024 :

	Résultat sous contrôle		Résultat sous gestion propre				
Détail des postes	MJAGBF	Majeurs Protégés	Médiation Familiale	Logement	Action Familiale	MASP	UDAF 53
Produits d'exploitation	400 091.97	3 293 400.66	145 783.46	168 764.78	380 473.31	76 407.95	4 464 922.13
Charges d'exploitation	399 397.94	3 242 854.54	138 459.39	161 097.52	386 047.90	77 232.83	4 405 090.12
Résultat d'exploitation	694.03	50 546.12	7 324.07	7 667.26	-5 574.59	-824.88	59 832.01
Produits financiers	0	0	0	0	51 577.07	0	51 577.07
Charges financières	147.81	1 230.95	46.56	24.89	193.79	27.89	1 671.89
Résultat financier	-147.81	-1 230.95	-46.56	-24.89	51 383.28	-27.89	49 905.18
Produits exceptionnels	2 373.77	18 243.64	579.15	1012.28	4 827.73	771.12	27 807.69
Charges exceptionnelles	2.27	19.41	0.74	0.36	16.80	0.42	40
Résultat exceptionnel	2371.50	18 224.23	578.41	1011.92	4 810.93	770.7	27 767.69
<i>IS</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-4 808.00</i>	<i>0</i>	<i>-4808.00</i>
Résultat	2 917.72	67 539.40	7 855.92	8 654.29	45 811.62	-82.07	132 696.88
Résultat	70 457.12		62 239.76				132 696.88



Être bien entouré, ça change tout !

20) Proposition d'affectation du résultat 2024 par service

Services		Majeurs protégés (1)	MJAGBF (1)	MASP	Action Familiale	Logement	Médiation Familiale
RESULTAT COMPTABLE		67 539.40	2 917.72	-82.07	45 811.62	8 654.29	7 855.92
Résultats antérieurs à affecter (réduction de charge d'exploitation + mesures d'exploitation – RAN Débiteur)							
Reprise de la réserve de compensation des déficits							
Reprise sur les excédents affectés à la compensation charges d'amortissement							
Dépenses inopposables (amortissements excédentaires / variation congés payés / autres)		+6 085.53	+2 646.35				
RESULTAT ADMINISTRATIF A AFFECTER		73 624.93	5 564.07	-82.07	45 811.62	8 654.29	7 855.92
PROPOSITIONS D' AFFECTATION	Affectation en réserves	Excédent affecté à l'investissement					
		Excédent affecté à la couverture BFR	58 900.00				
		Compensation des déficits	14 724.93	5 564.07			
		Compensation charges d'amortissement					
	Affectation en report à nouveau	Excédent réduction charges d'exploitation					
		Excédent financement mesures exploitation					
		Report à nouveau déficitaire					
		Report à nouveau excédentaire			-82.07	45 811.62	8 654.29

21) Engagements :

(1) Résultat sous contrôle de tiers financeurs

Engagements financiers :Engagements donnés : NéantEngagements reçus : Néant

22) Locations mobilières :

Le montant des locations mobilières restant à payer au 31 décembre 2024 s'élève à 26 927.26 euros dont :

- a. A un an au plus : 8 163.28 euros
- b. A plus d'un an et mois de 5 ans : 18 127.03 euros
- c. A plus de 5 ans : 636.95 euro

23) Bénévolat : contributions volontaires en nature :

Dans le fonctionnement de son activité, l'UDAF 53 s'appuie, pour mener certaines de ses actions, sur les compétences de bénévoles. Les contributions volontaires des bénévoles sont un élément essentiel de la spécificité de l'UDAF 53.

En raison de la complexité des représentations dans les instances, il n'est pas possible de considérer des équivalences de rémunérations issues de la convention collective. En effet, Il s'agirait de tenir compte de la valeur du service rendu et de la notoriété et de la compétence du bénévole.

Néanmoins, conformément à la réforme de l'Autorité des Normes Comptables (règlements ANC 2018-06), les contributions volontaires des bénévoles, dont bénéficie l'Association, sont comptabilisées dans les comptes annuels (comptes 86 et 87), mais n'impactent pas le résultat comptable. Le temps consacré au bénévolat, déclaré par les bénévoles, est valorisé sur la base du SMIC horaire au 31 décembre 2021.

Type d'action	Nombre d'heures des bénévoles	Valorisation des contributions (€) (*)
Représentations dans les instances	3 010.20	52 676.21
Dispositif Lire et Faire Lire	2 448.71	42 850.56
TOTAL	5 458.91	95 526.78

(*) Valorisation sur la base du smic horaire (11.88 euros au 31/12/2024), charges sociales et fiscales comprises au taux moyen de 47.30%.

Pas de don en nature effectué par des bénévoles sur l'exercice 2024.

24) Concours publics

- **Subventions**

Les subventions comptabilisées en 2024 sont uniquement des subventions d'exploitation et de fonctionnement.

Les subventions d'exploitation ou de fonctionnement accordées sur plusieurs exercices sont réparties en fonction des périodes ou étapes d'attribution dans la convention, ou à défaut au prorata temporis.

Financeurs	Action Familiale	Médiation Familiale	Logement	Montants (€)
Fonds Spécial UNAF	251 067.50			251 067.50
Conseil Départemental	8 300.00	5 000.00	57 435.50	70 735.50
Mairies	11 005.00			11 005.00
Etat	59 428.00			59 428.00
CAF		103 207.95		103 207.95
MSA	585.00	11 012.00		11 597
Justice		21 449.00		21 449
UNAF	418.00			418
Privés				
Totaux	330 803.50	140 668.95	57 435.50	528 907.95

- **Dotation Globale de financement et tarification**

Financeurs	MJAGBF	Majeurs Protégés	Tutelles mineurs et mesures Ad'hoc	MASP	Montants
CAF	393 807.73				393 807.73
MSA	5 997.03				5 997.03
ETAT		2 777 883.30			2 777 883.30
Conseil Départemental		8 358.73	36 471.87	76 360.00	121 190.6
Totaux	399 804.76	2 786 242.03	36 471.87	76 360.00	3 298 878.66

Immobilisations



Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit. Apports
Frais d'établissement de recherche et de développement	46 076.97		
Autres postes d' immobilisations incorporelles	66 241.78		
Immobilisations incorporelles	112 318.75		
Terrains	116 237.62		
Constructions sur sol propre	926 051.05		
Constructions sur sol d'autrui			
Install générales, agenc. et aménag. des constructions	185 429.16		3 980.84
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Install générales, agenc. et aménag. divers			
Matériel de transport	229 801.61		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	204 121.67		13 711.04
Emballage récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles	1 661 641.11		17 691.88
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participation			
Autres titres immobilisés	102 611.00		2 043.50
Prêts et autres immobilisations financières	3 919.88		
Immobilisations financières	106 530.88		2 043.50
Total Général	1 880 490.74		19 735.38

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de			46 076.97	
Autres postes d' immobilisations incorporelles			66 241.78	
Immobilisations incorporelles			112 318.75	
Terrains			116 237.62	
Constructions sur sol propre			926 051.05	
Constructions sur sol d'autrui				
Install générales, agenc. et aménag. des constructions			189 410.00	
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Install générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport		22 398.00	207 403.61	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		1 074.50	215 373.94	
Emballage récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles		23 472.50	1 654 476.22	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participation				
Autres titres immobilisés		102 388.50	2 266.00	
Prêts et autres immobilisations financières		265.51	3 654.37	
Immobilisations financières		102 654.01	5 920.37	
Total Général		126 126.51	1 772 715.34	



Amortissements

TOUS LES SECTEURS

Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement de recherche et de développement	6 565.97	2 303.85		8 869.82
Autres postes d' immobilisations incorporelles	63 602.24	720.65		64 322.89
Immobilisations incorporelles	70 168.21	3 024.50		73 192.71
Terrains	10 061.41	1 302.06		11 363.47
Constructions sur sol propre	601 495.93	33 712.62		635 208.55
Construction sur sol d'autrui				
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers	131 351.33	6 095.70		137 447.03
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers				
Matériel de transport	131 000.07	27 235.04	22 398.00	135 837.11
Matériel de bureau, informatique, mobilier	136 240.11	35 984.40	1 074.50	171 150.01
Emballages récup et divers				
Immobilisations corporelles	1 010 148.85	104 329.82	23 472.50	1 091 006.17
Total Général	1 080 317.06	107 354.32	23 472.50	1 164 198.88

Ventilations des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotat dérog	Repr dérog
Frais d'établissement de recherche et de développemem	2 303.85				
Autres postes d' immobilisations incorporelles	720.65				
Immobilisations incorporelles	3 024.50				
Terrains	1 302.06				
Constructions sur sol propre	33 712.62				
Construction sur sol d'autrui					
Const. Inst. générales, agencements, aménagements	6 095.70				
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres Inst. générales, agencements, aménagements					
Matériel de transport	27 235.04				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	35 984.40				
Emballages récup et divers					
Immobilisations corporelles	104 329.82				
Total Général	107 354.32				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions



Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétrolier				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour investissement				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires	10 951.75		10 951.75	
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Provisions réglementées	10 951.75		10 951.75	
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour chage sociales, fiscales sur congés à	1 785.60		1 785.60	
Autres provisions pour risques et charges	408 505.04	61 445.25	1 231.48	468 718.81
Provisions risques et charges	410 290.64	61 445.25	3 017.08	468 718.81
Provisions pour immobilisations incorporelles				
Provisions pour immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stock et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations	16 495.20		16 495.20	
Provisions pour dépréciation	16 495.20		16 495.20	
Total Général	437 737.59	61 445.25	30 464.03	468 718.81
Dotations et reprises d'exploitation		59 551.00	1 122.83	
Dotations et reprises financières			16 495.20	
Dotations et reprises exceptionnelles			10 951.75	
Dépréciation des titres mis en équivalence				



Créances et Dettes

Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	3 403.37	3 403.37	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	34 004.04	34 004.04	
Personnel et comptes rattachés	50.01	50.01	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 032.46	12 032.46	
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts	5 283.00	5 283.00	
Etat, créances diverses			
Groupes et associés			
Débiteurs divers	282 307.40	282 307.40	
Charges constatées d'avance	21 539.45	21 539.45	
Total général	358 619.73	358 619.73	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	68 852.68	68 852.68		
Emprunts et dettes financières divers	1 500.44	1 500.44		
Fournisseurs et comptes rattachés	115 068.70	115 068.70		
Personnel et comptes rattachés	184 277.56	184 277.56		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	191 346.16	191 346.16		
Etat, impôt sur les bénéfices	4 807.00	4 807.00		
Etat, TVA				
Etat, obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	71 928.15	71 928.15		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés				
Autres Dettes	167 896.06	167 896.06		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Total général	805 676.75	805 676.75		
Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	22 940.50			
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				